Ce qui est en jeu à Rio + 20

Au moment où nous publions ce bulletin, le Sommet des Peuples commence au Brésil. En mai, dans sa réunion de préparation de Rio+20, le Groupe de coordination internationale du Comité facilitateur du Sommet des Peuples pour la société civile, dont le WRM fait partie, lança un appel à l'unité et à la mobilisation des peuples, pour la vie et pour les biens communs, pour la justice sociale et environnementale, contre la marchandisation de la nature et contre « l'économie verte ». Nous souhaitons faire part à nos lecteurs de cet appel international.

La véritable cause structurelle des multiples crises est le capitalisme, sous ses formes classiques et nouvelles de domination, qui concentre la richesse et produit les inégalités sociales, le chômage, la violence contre le peuple, la criminalisation de ceux qui le dénoncent. Le système de production et de consommation actuel – dont les grandes multinationales, les marchés financiers et les gouvernements sont les garants – produit et accélère le réchauffement et la crise climatique internationale, la faim et la malnutrition, la disparition des forêts et de la diversité biologique et socioculturelle, la pollution chimique, l'épuisement de l'eau potable, la désertification croissante des sols, l'acidification des mers, l'accaparement des terres et la marchandisation de tous les domaines de la vie dans les villes et les campagnes.

L'économie "verte", contrairement à ce que son nom suggère, n'est qu'une autre étape d'accumulation capitaliste. Rien dans l'économie "verte" ne remet en question ou ne remplace l'économie basée sur l'extraction de combustibles fossiles, ou ses modèles de consommation et de production industrielle. Au contraire cette économie ouvre de nouveaux territoires à l'économie qui exploite les personnes et l'environnement, alimentant ainsi le mythe que la croissance économique infinie est possible.

Le modèle économique qui a échoué, que l'on déguise aujourd'hui en vert, cherche à soumettre tous les cycles vitaux de la nature aux règles du marché et à la domination de la technologie, de la privatisation et de la marchandisation de la nature et de ses fonctions, ainsi que les savoirs traditionnels, en renforçant les marchés financiers spéculatifs grâce aux marchés du carbone, aux services environnementaux, aux compensations pour la biodiversité et au mécanisme REDD+ (Réduction des émissions de CO_2 provenant de la déforestation et de la dégradation forestière).

Les transgéniques, les agro-toxiques, la technologie Terminator, les agro-combustibles, les nanotechnologies, la biologie synthétique, la vie artificielle, la géo-ingénieurie et l'énergie nucléaire, entre autres, sont présentés comme des "solutions technologiques" aux limites naturelles de la planète et aux multiples crises, alors qu'elles ne répondent pas aux véritables causes qui les provoquent.

De plus, on promeut l'expansion du système alimentaire agro-industriel, l'une des causes les plus importantes des crises climatiques, environnementales, économiques et sociales, approfondissant la spéculation sur les aliments, et favorisant les intérêts des multinationales de l'agro-industrie, au détriment de la production locale, paysanne, familiale, des peuples indigènes et des populations autochtones, affectant ainsi la santé de tous.

La stratégie de négociation au sein de la Conférence Rio+20, consiste pour certains gouvernements des pays riches à proposer une régression par rapport aux principes décidés à Rio 92, tels que le principe de responsabilité commune et différenciée, le principe de précaution, le droit à l'information et à la participation. Ils menacent des droits déjà acquis, tels que le droit des peuples indigènes, le droit des populations et nations autochtones et paysannes, le droit à l'eau, les droits des travailleurs et des travailleuses, les droits des migrants, le droit à l'alimentation, au logement, à la ville, les droits des jeunes et des femmes, le droit à la santé en matière de sexualité et de reproduction, à l'éducation et les droits culturels.

On tente d'instaurer lesdits Objectifs de développement durable (ODS) qui seront utilisés pour promouvoir l'"économie verte", fragilisant encore plus les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), déjà insuffisants.

Le processus officiel propose d'établir des formes de gouvernance environnementale mondiale, qui auraient pour rôle d'administrer et faciliter cette "économie verte", à travers la Banque Mondiale et d'autres institutions financières publiques ou privées, nationales et internationales, ce qui provoquerait un nouveau cycle d'endettement et d'ajustements structurels déguisés en vert. Il ne peut exister de gouvernance démocratique mondiale sans en finir avec la domination exercée par les multinationales sur les Nations Unies.

Nous refusons ce processus et faisons appel à tous pour venir renforcer les manifestations et les constructions d'alternatives dans le monde entier.

Nous luttons pour un changement radical du modèle actuel de production et de consommation, en renforçant notre droit à nous développer en s'appuyant sur les modèles alternatifs basés sur des réalités multiples vécues par les peuples, réellement démocratiques, respectant les droits humains et collectifs, en harmonie avec la nature et la justice sociale et environnementale.

Nous affirmons la construction collective de nouveaux paradigmes basés sur la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire, sur la lutte pour la vie et les biens communs, sur l'affirmation de tous les droits menacés tels que le droit à la terre et au territoire, le droit à la ville, les droits de la nature et des générations futures, et sur l'élimination de toute forme de colonialisme et d'impérialisme.

Nous faisons appel à tous les peuples du monde pour appuyer la lutte du peuple brésilien contre la destruction de l'un des plus importants cadres légaux de protection des forêts (Code Forestier), qui ouvre la porte à une déforestation accrue au profit des intérêts de l'agro-industrie et au renforcement de la monoculture ; appuyer également la lutte contre la mise en place du méga-projet hydraulique de Belo Monte, qui affecte la survie et la vie des peuples de la forêt ainsi que la biodiversité amazonienne.
Nous renouvelons notre invitation à participer au Sommet des Peuples qui aura lieu du 15 au 23 Juin à Rio de Janeiro. C'est une étape importante des luttes mondiales pour la justice sociale et environnementale que nous construisons depuis Rio 92, notamment à partir de Seattle, du FSM, de Cochabamba, où se sont amplifiées les luttes contre l'OMC et l'ALCA, pour la justice climatique et contre le G20. Nous intégrons également les mobilisations de masse et luttes populaires comme Occupy, les indignés, la lutte des étudiants chiliens et le printemps arabe.

Nous faisons appel à tous pour les mobilisations mondiales du 5 juin (Journée internationale de l'environnement), du 18 juin contre le G20 (qui cette fois sera axé sur la "croissance verte") et du 20 juin pour la marche du Sommet des peuples à Rio de Janeiro et dans le monde entier, pour la justice

sociale et environnementale, contre l'"économie verte", la marchandisation de la vie et de la nature et pour les biens communs et les droits des peuples.

*Le Groupe d'articulation (GA) international du Comité de facilitation pour la Société civile à Rio+20 (CFSC) au Sommet des peuples est constitué de 35 réseaux, organisations et mouvements sociaux de 13 pays différents. Ses représentants travaillent ensemble au GA national (avec 40 réseaux représentés) pour la coordination méthodologique et politique du Sommet des peuples, événement parallèle et critique de Rio+20, qui réunira des millions de personnes à l' « Aterro do Flamengo », du 15 au 23 juin.